



Fondée en 1827



Howard Library, Camp and Howard.



L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE LITTÉRAIRE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS

VOLUME 89

NOUVELLE-ORLÉANS, LNE., MARDI, 23 MARS 1920.

NO. 124

DERNIÈRES NOUVELLES LOCALES

Les importations au port de la Nouvelle-Orléans pour le mois de janvier 1920 sont près de quatre fois plus grandes qu'en janvier 1919, soit \$6,568,000 en 1919, contre \$19,081,631 en 1920.

La société pour venir en aide aux voyageurs ("Traveling Aid Society") avec l'aide des églises et institutions religieuses et sociales, a accompli des merveilles l'année dernière. Mme George Denegre, son président, rapporte avoir secouru dix-sept mille personnes. Mme Denegre a été réélue président. Mmes J. T. Benedict, J. T. Halsey, George E. Hainkel et Joseph E. Friend vice-présidents.

Le Cercle Français du Collège Newcomb annonce que le Professeur M. A. La Mesle donnera les lectures suivantes: le 23 mars, "Molière et les Prédants"; le 31 mars, "Molière et les Prédants"; le 7 avril, "Molière et les Femmes". Mme Jules A. Wogan recitera "La Femme à Travers les Âges", le 14 avril; M. André Lafargue, "La France Doulosse et la France Triomphante", le 21 avril, et M. Bussière Rouen, "Alfred Mercier", le 28 avril. La lecture de M. André Lafargue sera accompagnée de vues illustrées prises dans les régions dévastées en France. Le public est cordialement invité à ces lectures qui auront lieu à la Salle Newcomb à 8 heures du soir.

La récolte de coton pour l'année 1919 s'éleva à 11,329,755 bales de 500 livres; celle de 1918 (fait de 12,040,532, et celle de 1917 de 11,392,775.

John C. Scheuermann, ex-sergent, et George A. Russell, ex-captain de la police de la ville, condamnés à trois ou cinq ans au pénitencier pour leur conduite dans l'affaire Yarborough, n'ont pas obtenu leur pardon du bureau des pardons de l'Etat.

Conférence par M. André Lafargue à LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE LA LOUISIANE.

A la réunion mensuelle de la Société Historique de la Louisiane, qui aura lieu au siège de cette institution, au Cabildo, aujourd'hui, à 8 heures du soir, notre collaborateur, M. André Lafargue, fera une petite conférence sur l'effraie française, le vieil édifice réduit en ruines par les flammes dont nous ne cessons de déplorer la perte. La conférence de M. Lafargue aura un caractère rétrospectif. Le conférencier s'est donné pour tâche de reconstituer la physionomie de notre vieux temple lyrique les soirs de gala.

Le gouvernement français possède maintenant un canon qui fera oublier les "Moritas" de l'Allemagne. Les "Berthas" lançaient un projectile à une distance de 60 milles. Le nouveau canon français peut lancer un obus trois fois plus loin et il est l'œuvre de l'ingénieur Delamare Mazo.

La population de Paris et sa banlieue comptera bientôt cinq millions d'habitants, et sept ou huit millions en comptant les visiteurs et voyageurs.

Londres. — Les socialistes indépendants et les communistes d'Allemagne ont commencé une violente agitation pour la création d'une république soviétique. Ils voudraient conclure une alliance avec les soviets russes. C'est ce qu'annonce une dépêche reçue aujourd'hui de Berlin.

LA CONQUÊTE COMMERCIALE DU MONDE PAR LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTISTE.

Versovie D. N. C. — On apprend ici de Moscou que le Gouvernement soviétique s'efforce de développer l'industrie russe par tous les moyens en son pouvoir. Il aurait le dessein de fonder des fabriques gigantesques qui, grâce à l'abondance des richesses naturelles de la Russie, permettraient la conquête de tous les marchés du monde. Ces projets paraissent chimériques vu la paralysie de toute production en Russie. S'ils pouvaient se réaliser, cette industrie servirait par une armée d'ouvriers enrégimentés et privés du droit de grève, deviendrait un grave danger, non seulement pour les pays industriels, qui espèrent changer leurs produits contre le blé russe, mais aussi pour la classe ouvrière du monde entier à laquelle elle enlèverait tout moyen pratique de défendre ses revendications.

FAITS DIVERS

Londres. — Une campagne est entreprise contre le bolchevisme en Angleterre, sous le titre de "Croisade Chrétienne". Le caractère du mouvement est religieux et non politique. Son but est de lutter contre le bolchevisme, comme hostile au christianisme. Le président de cette "Croisade" est M. Ruffey, membre de l'Église anglicane, qui a maintes fois visité la Russie.

"Le Morning Post", un important journal de Londres, s'étonne de ce que le président Wilson, dans sa lettre au sénateur américain Hitchcock, ait pu accuser la France d'impérialisme. "M. Wilson, dit-il, n'a-t-il pas déclaré lui-même que la France était la sentinelle de la liberté mondiale et qu'elle avait sacrifié plus d'un million de ses enfants pour accomplir sa glorieuse mission?"

Rome. — En présence du Pape ont été promulgués solennellement les décrets de constatation du martyre des nègres de l'Ouganda et celui déclarant qu'on peut procéder à la dévotion des religieux dévotionnaires guillotinés sous la Révolution. A la séance ont assisté beaucoup de français et le pape a prononcé un discours.

On recommence à faire la guerre aux Juifs dans toute l'Allemagne, ou un très grand nombre ont été tués. La population juive de Berlin est en ce moment estimée à deux cents dix mille personnes. La nouvelle crise contre les Juifs alarme beaucoup cette population.

Athènes. — Le "Progress" le grand quotidien français d'Athènes, rapporte une déclaration faite par M. Venizelos à la Chambre grecque, répondant à une question du député grec Sideris. M. Venizelos établit la différence existant entre le socialisme et le bolchevisme.

"Je considère l'existence d'un parti socialiste en Grèce, a dit M. Venizelos, comme un progrès dans notre vie politique. Je ne suis pas du même avis en ce qui concerne le bolchevisme. Car si le socialisme est un système politique démocratique, le bolchevisme, lui, est anti-démocratique et c'est pourquoi il soulève tant d'opposition. "Nous n'avons pas besoin de connaître les détails du bolchevisme. Il nous suffit de connaître la théorie de Lénine, qui demande à faire prédominer la dictature du prolétariat, sans se soucier s'il possède ou non la majorité."

Rome. — Le pape vient d'envoyer au cardinal Ametle, archevêque de Paris, 100,000 livres en aide aux réfugiés qui ont été pillés en France par les Huns, et pour donner des soins aux orphelins des régions dévastées.

Clemenceau et la Rive Gauche du Rhin

On finira par tout savoir de ce qui s'est passé au sein de la Conférence de la Paix. Grâce à M. Tardieu, qui fut le bras droit de notre vieux Tigre à la Conférence, nous savons depuis hier par quelles phases est passée la discussion à la rive gauche du Rhin. Ceux qui voudront lire autre chose que des tactiques de journalistes sur cette capitale question feront bien de lire le dernier numéro de "L'Illustration", où M. Tardieu nous fait ses passionnantes révélations. Durant toute la Conférence, de bons confrères, confortablement assis devant leur bureau, cravaichaient Clemenceau, le traitaient de ganache, expliquaient gravement à leurs lecteurs, du haut de leur intelligence et de leur omniscience, que notre Tigre se faisait rouler par nos alliés, qu'il trahissait les intérêts de la France. Depuis la disgrâce du grand vieillard, ils continuent à débiter leurs sottises avec une inconscience imperturbable. Après la déposition de M. Tardieu, on aime à croire qu'ils auront la pudeur de cesser leur campagne de dénigrement.

La question de la rive gauche du Rhin fut abordée en décembre 1918. Naturellement, ni Clemenceau, ni Poincaré, ni Foch n'ont commis l'insanité de réclamer pour la France l'annexion de la rive gauche du Rhin et de ses sept millions d'habitants.

Nous n'avions jamais, depuis le 11 novembre 1918, réclamé que la désannexion de notre Alsace-Lorraine; nous n'allions pas nous déshonorer en demandant à nos alliés de nous laisser annexer tout à coup sept millions d'habitants. "Allemands qui peuvent ne pas beaucoup aimer la Prusse, mais qui, tout de même, veulent rester Allemands! Nous aurions été bien reçus par nos alliés anglais et américains!"

Ayant assez d'intelligence et de délicatesse pour ne pas commettre cette incongruité, notre vieux Tigre chercha une autre solution qui faisait moins hurler les principes et qui affaiblissait sensiblement l'Allemagne. Il demanda aux Alliés de faire de la rive gauche du Rhin un Etat indépendant, détaché de l'Allemagne, ce qui affaiblissait la population allemande de sept millions d'habitants.

Les troupes interalliées auraient continué à occuper la frontière de cet Etat du côté de l'Allemagne, c'est-à-dire toute la ligne du Rhin et toutes les têtes de pont du fleuve; Coblenz, Cologne, Mayence, les lecteurs de la "Victoire" se souviennent peut-être que nous avions fait même, dès 1915, préconiser cette solution mixte, qui aurait peut-être permis un jour à cette république rhénane, de se rattacher à la France, dont elle constituait cinq des départements entre 1792 et 1814.

Malheureusement, cette solution rencontrait l'opposition irréductible de l'Angleterre, de l'Amérique, et même de la Belgique, dont le gouvernement s'inquiéta pour lui-même de cette tentative de la France pour revenir à la frontière du Rhin. Car, si la France se mettait à revenir à sa frontière de l'ancienne Garde, il n'y avait pas de raison pour qu'un jour elle ne réval pas d'engloutir, après la Rhénanie, la Belgique elle-même, comme elle le fit au temps de la grande Révolution.

On eut beau faire venir Foch, Clemenceau eut beau tenir pendant des semaines et des mois sur cette position, accumuler les arguments avec une éloquence émuante, nos alliés résistèrent de leur côté. L'Angleterre et l'Amérique répétaient qu'on n'avait pas le droit de démembrer l'Allemagne sans leur consentement; sept millions d'Allemands, même pour en faire un Etat indépendant, indépendant en apparence, puisque avec l'occupation perpétuelle des ponts du Rhin par les Alliés, il serait inévitablement sous la tutelle de la France. M. Wilson et Lloyd George ré-

Ce que la Guerre a Coûté au Monde

La "Fondation Carnegie pour la Paix internationale" avait chargé M. Ernest L. Bogart professeur d'économie politique à l'Université d'Illinois, d'établir un rapport d'ensemble sur les pertes directes et indirectes occasionnées au monde par la guerre. Ce rapport fait ressortir que les pertes se chiffrent ainsi: 12,990,571 morts; \$31,612,512,560 dépenses.

Les dépenses des pays engagés dans la guerre sont évaluées à 186 milliards de dollars. Les dépenses indirectes ressortent à 815,612,512,560.

Dans ce dernier chiffre figure le montant des dommages occasionnés aux neutres, évalués à 175,000,000 de dollars. Il comprend aussi le déficit de la production évalué à 15 milliards et les secours distribués au cours de la guerre, estimés à un milliard de dollars.

Les vies des soldats ont aussi leur valeur qui peut se chiffrer. Cette valeur est comprise dans les dépenses indirectes et figurent dans celles-ci pour la somme de 33,531,276,290 dollars. Les pertes causées à la propriété se répartissent ainsi qu'il suit: pertes sur terre, 29,960,000,000 de dollars; sur mer, 6,800,000,000 de dollars (navires et leurs cargaisons).

Le nombre des morts identifiés est estimé à 9,998,771, le nombre des disparus, présumés morts, à 2,991,800. En outre, il convient d'ajouter à la liste des tués ou des hommes morts à la suite de leurs blessures, les pertes provenant de la maladie.

La France et le Vatican

Le fossé profond qui a séparé le peuple français de la Papauté pendant quinze ans sera bientôt comblé, grâce à la politique que les dirigeants actuels de la France ont l'intention d'inaugurer. C'est à M. Millerand qu'est échu la glorieuse tâche de faire écouler l'eau anti-catholique et anti-nationale que le ministère Combes s'était donné tant de mal à édifier, en préchant que la loi de Séparation s'opposait à toute espèce d'accord avec le Saint-Siège.

Le nouveau président du conseil est d'avis que cette doctrine est contraire au bon sens et à l'union sacrée, qu'il juge aussi nécessaire dans la paix que dans la guerre. Son opinion, d'ailleurs, cadre magnifiquement avec celle de M. Deschanel, qui, dans un grand discours prononcé en pleine guerre, s'écriait: "Les convictions religieuses ont droit à quelque chose de mieux que la tolérance au respect!"

La question d'un rapprochement entre Rome et la France officielle a été plusieurs fois agitée pendant la guerre, mais sans succès. Depuis les élections du 16 novembre dernier, elle a été tenue au premier plan de l'actualité. On peut même affirmer qu'elle a joué un rôle considérable dans le choix de M. Millerand comme chef du cabinet actuel et dans la nomination de M. Deschanel comme président de la République.

C'est aujourd'hui un fait connu que, pour l'avoir pas voulu se désarmer des vieux préjugés qui avaient contre Rome, Clemenceau a perdu une bonne chance de remplacer Poincaré à l'Élysée. De tous les députés qui composaient le bloc national victorieux en novembre dernier, M. Millerand était un de ceux qui s'imposaient le plus à l'attention, pour avoir déclaré en pleine campagne électorale qu'il reprendrait volontiers les relations diplomatiques avec le Pape. Le seul fait qu'il a réussi à susciter à M. Clemenceau, comme premier ministre de France, nous dit assez que la députation qu'il dirige présentement est, pour la majeure partie, sympathique à une réconciliation avec Rome.

La crise universelle et le relèvement de l'Allemagne

L'orgueil allemand doit être singulièrement flatté. Il n'est point de jour où l'on ne lise quelque part dans la presse de tous les pays, que la première condition, la plus urgente, la seule à ce qu'il parait indispensable, pour sauver le monde de la crise économique et financière qui l'accable, c'est de courir en aide à l'Allemagne et de lui donner les moyens de se relever. L'existence même de l'humanité ne serait plus désormais, à en croire ces avis, qu'une sorte de reflet de la vitalité de l'Allemagne. La vie universelle reposerait sur la prospérité de la nation qui vient de commettre le plus grand attentat connu contre l'honneur de notre espèce et les bases mêmes de la vie internationale. Sauvons l'Allemagne ou mourons tous; hors de là, point de salut. Voilà où nous en sommes, à en juger par un élanneur pareil.

Nous ne savons rien de plus intempêtif. Il faut certes compter avec la population allemande pour rétablir l'équilibre économique de l'Europe. Il faut assurer aux Allemands des conditions normales de travail pour qu'ils paient ce qu'ils doivent aux pays qu'ils ont ravagés. Mais ne disons pas ça, parce que ce n'est pas vrai — que le sort de la France, de l'Angleterre, de l'Europe, du monde, n'est qu'une conséquence du sort de l'Allemagne.

C'est là une manière bien étrange de traiter des vaincus qui se montrent tous les jours de plus en plus impénitents. N'est-ce pas un peu pour cela que s'accroît chez le peuple allemand le sentiment qu'il n'a pas été vaincu? L'indignité ne cesse d'affirmer que les armées du Kaiser n'ont pas été battues; elles n'auraient, d'après lui, que cessé à une regrettable pression de l'arrière. Et cette arrière-allemande entend aujourd'hui proclamer, même par des économistes des pays alliés, que sans elle l'univers est menacé d'arrêter sa marche.

Point d'illusion, nous le répétons, sur la nécessité du concours du travail allemand à l'œuvre du relèvement général; mais n'exagérons pas, n'exécrons pas la présumption allemande. Les Allemands sont toujours portés à confondre l'économie politique avec l'économie sociale. Rechercher celle-ci c'est pour eux poursuivre celle-ci. Or, de cela, il faut les en détourner une fois pour toutes. Comment? En appliquant le traité de Versailles.

Au lieu de leur faire croire que l'on exalte leurs droits à l'existence, ce qui s'impose, c'est de les rappler sans cesse à leurs devoirs envers l'humanité, qu'ils ont trahie. — E. Montarroyos, dans l'Événement.

NECROLOGIE.

Notre numéro du lundi 15 mars était sous presse, lorsque se répandit en ville la nouvelle, absolument inattendue, du décès de Madame Alfred LeBlanc, qui venait de succomber à une affection cardiaque. Cette triste circonstance ne laissa indifférente aucune des nombreuses sociétés appartenant au groupe d'amateurs des Belles-Lettres françaises connu sous le nom de "Causeries du Lundi", et dont la défunte tenait, depuis sa fondation, la présidence, où l'avait appelée, à l'époque, l'unanimité des suffrages. Cette tâche exigeait des qualités d'affabilité, d'attention et de dévouement dont aucune ne manquait à Madame Alfred LeBlanc. Personnellement très distinguée de physionomie et d'aspect, elle avait non seulement les grâces extérieures, mais les grâces du cœur et des sentiments. Et comment, dès lors, ne pas rappeler, en même temps, comme un hommage de sa mémoire, combien elle était charitable, et ajouter, qu'elle pratiquait cette vertu théologale avec la discrétion qui, suivant une expression de Madame de Sévigné, constitue le fondement et le recueillement de la foule émue qui l'accompagnait à sa dernière demeure, disant assez la haute estime que professait, à l'endroit de cette femme de bien, l'élite de la société new-orléanaise. — P. H. MONT.

REPROCHES AUX CLASSES DIRIGEANTES.

Le Cardinal Mercier vient de publier une lettre pastorale dans laquelle l'éminent prélat belge reproche à ses ouailles de méconnaître leurs devoirs en présence des difficultés croissantes. D'un côté la misère, de l'autre le gaspillage; et le mauvais exemple vient d'en haut.

"Vous êtes, dit-il, les premières responsables de cette déchéance, vous, jeunes filles de la société, que le suffrage de l'opinion publique se plait à appeler la bonne société, le meilleur monde. Vos bals sociaux, vos accoutrements aussi ineptes qu'audacieux, vos folies de luxe et de plaisir ont donné le signal du relâchement, à l'ouvrière, à l'employé, à la femme honnête; si la barrière entre les mœurs chrétiennes et celle du monde qui a bravé la pudeur tombe, c'est vous qui l'aurez fait tomber. Pensez-y tandis qu'il est temps encore. Pensez-y, surtout vous mères de famille, qui avez jusqu'à présent fermé les yeux sur les écarts de vos enfants parce que vous cherchiez à vous persuader que la tyrannie de la mode fait loi et que l'entraînement collectif justifie les plus abus."

"Épouses et mères chrétiennes, voici le carême. Formez vos salons aux divertissements mondains. Dites à la foule que nous sommes trop proches des tombes de nos héros et que leurs cendres sont trop fraîches encore pour vous permettre de danser, de dépenser, de jouir sans regret."

La France Emprunte

La France emprunte pour s'payer les dévastations causées par l'ennemi, en attendant qu'il paye lui-même le ranson de ses dévastations et de ses crimes.

La France emprunte pour préserver de la souffrance et de la mort les veuves, les orphelins, les mutilés, tous ceux dont il faut conserver les énergies si nous voulons acquitter notre dette de gratitude et faire servir leurs forces au relèvement du pays.

La France emprunte pour hâter la refaçon de nos chemins de fer, la reconstitution de notre flotte marchande, le développement de nos canaux et de nos ports; elle emprunte pour mettre à la disposition de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, les moyens de transports sans lesquels tous les prix montent parce que la production ne peut pas grandir.

La France emprunte parce qu'elle veut faire honneur à sa signature en acquittant les dettes qu'elle a contractées à l'étranger pour vivre et pour vaincre. Ainsi elle affirmera son crédit, elle doublera la confiance qu'inspirait déjà sa richesse, elle pourra se procurer les matières premières indispensables à notre production.

La France emprunte, non plus pour la guerre qui détruit, mais pour le travail pacifique qui crée la richesse collective et la richesse individuelle. Répondre à son appel, lui apporter tout son argent disponible, c'est s'enrichir et l'enrichir.

DERNIÈRES NOUVELLES DE PARTOUT

Gustav Noske, ministre de la défense publique dans le cabinet Ebert, et considéré comme le plus capable homme du cabinet, a donné sa démission. Il y aura aussi d'autres démissions.

Depuis le retour d'Ebert à Berlin la ville ressemble à un véritable camp armé.

Les troupes spartacistes, au nombre d'environ 30,000 hommes, bien armées, dans la vallée de la Ruhr, avancent toujours et font du progrès.

L'ex-kaiser boche William Hohenzollern a assuré le gouvernement hollandais qu'il ne mèlerait pas des affaires allemandes.

Paris. — L'ex-Président Poincaré, dans un article sur la politique, publié dans la "Revue des Deux Mondes", accuse l'Allemagne d'essayer d'obtenir la révision du traité de Versailles, et demande que les Anglo-Saxons amis de la France, avant de se laisser mouvoir à la pitié par le sort de l'Allemagne, voyent les régions dévastées de la France, et admettent que, ayant payé avec notre sang et notre propriété la victoire et la liberté des peuples, nous avons un droit inaliénable de recouvrer des dommages. L'ancien Président critique aussi sévèrement la position du Conseil suprême relativement à la situation en Orient, celle de l'Adriatique, le gouvernement russe soviétique, ainsi que son attitude vis-à-vis des petites nations; et il conclut en exprimant le vœu que le Conseil suprême "dorme son dernier sommeil."

L'occupation de Constantinople par les troupes alliées se poursuit sans désordre. L'opinion générale est que l'occupation a été plutôt due à des motifs politiques qu'à des raisons humanitaires.

Le général Mangin reprendra très prochainement le commandement des troupes françaises à Mayence.

Les Spartacistes ont pris la ville d'Essen, où se trouvent les manufactures et les usines d'engins de guerre Krupp, et proclament une république soviétique. L'armée des spartacistes avait près de cent canons et 100,000 hommes.

Le mouvement monarchiste allemand a été un complet fiasco. Le gouvernement régulier a recommencé à exercer le pouvoir. Il y a néanmoins beaucoup de désordres dans les régions industrielles, principalement dans la vallée de la Ruhr. L'ordre a été donné d'arrêter von Kapp et le général von Lossow qui se sont échappés de Berlin.

Des violents combats ont eu lieu dans les rues de Berlin et dans tous les grands centres industriels de l'Allemagne, où des milliers de personnes ont été tuées et blessées. En Bavière une tendance séparatiste s'accroît.

A propos des attaques des boches contre des officiers français, anglais, belges et italiens en Allemagne, le premier ministre Millerand dit que tant qu'au point de vue de l'action de la France qu'au point de vue de l'action commune des alliés, le gouvernement français a pris et continuera à prendre toutes les initiatives que commande la sauvegarde de nos intérêts et notre sécurité dans le présent et dans l'avenir.